

**ARRETE DU MAIRE**

**Le Maire de la commune de WEYERSHEIM**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-2-1, L 2212-4, L 2224-13, L 2224-1 et L 5211-9-2,

**VU** le Code pénal et notamment ses articles R 632-1, R 634-2, R 635-8, et R 644-2,

**VU** le Code de la santé publique et notamment ses articles L 1311-1, L 1311-2, L 1312-1, et L 1312-2,

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L 541-1 à L 541-6,

**VU** la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire,

**VU** le règlement sanitaire départemental du Bas-Rhin,

**CONSIDERANT** qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants,

**CONSIDERANT** que les habitants ont en outre accès aux déchetteries suivantes :

- de Geudertheim
- de Gries
- de Weyersheim

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire, en tant qu'autorité de police municipale, de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques en complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur,

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire, en application des dispositions susvisées du Code de l'environnement, d'assurer au besoin d'office après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances,

**CONSIDERANT** qu'il convient de facturer, conformément aux dispositions contenues dans la délibération du Conseil Municipal en vigueur, l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dépôts sauvages des déchets (notamment ordures ménagères, encombrants, cartons, métaux, gravats) et décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune.

Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doit être effectué conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues les règlements en vigueur.

**Article 2 :**

Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou décharges brutes d'ordures ménagères dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé publique est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

**Article 3 :**

En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé.

Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel seront constatés le dépôt sauvage, les déchets ou la décharge brute d'ordures ménagères, qui les aura tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable. En cas de mise en demeure reste infructueuse, Monsieur le Maire peut appliquer les sanctions administratives prévues, à savoir la consignation, l'astreinte, l'exécution d'office et l'amende qui peut aller de 300 € à 15 000 €.

Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser. En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

**Article 4 :**

Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur.

Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le Code pénal, en vertu des articles R 610-5, R 632-1, R 634-2, R 635-8 et R 644-2 allant de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> classe selon la nature de la contravention, de même qu'aux amendes prévues dans la délibération du 13 avril 2023 en vigueur, les sanctions administratives ne sont pas exclusives des sanctions pénales,

**Article 5 :**

La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1240 du Code civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers.

**Article 6 :**

Monsieur le Maire, la gendarmerie de La Wantzenau ainsi que la police intercommunale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

**Article 7 :**

Monsieur le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que ce dernier peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 8 :**

Le directeur général des services est chargé de l'exécution de cet arrêté, dont le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage en mairie et publication.

**Article 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement Haguenau-Wissembourg,
- à Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de La Wantzenau,
- Affiché en Mairie.

Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de Weyersheim.

Fait à WEYERSHEIM, le 10 mai 2023

Le Maire,  
Sylvie ROEHLLY

